

Pas de consensus entre majorité et opposition pour reconnaître la Palestine (3)

(BELGA) = La majorité et l'opposition n'ont pu s'accorder mardi en commission de la Chambre sur la reconnaissance de la Palestine. Le PS, le sp.a, le cdH et les écologistes ont voté contre le texte des libéraux, de la N-VA et du CD&V qui demande au gouvernement belge de reconnaître un Etat palestinien au moment le plus opportun.

Plusieurs parlements nationaux de l'Union européenne ont approuvé des motions demandant la reconnaissance de la Palestine ces derniers mois. Le gouvernement suédois a même été un pas plus loin en procédant à cette reconnaissance.

Le texte approuvé mardi invite le gouvernement belge à tenir compte de plusieurs paramètres: l'impact positif de cette reconnaissance pour relancer un processus de négociations entre Israël et la Palestine, l'évolution de la concertation au sein de l'Union européenne et l'existence d'un gouvernement palestinien de plein exercice ayant autorité sur l'ensemble du territoire palestinien. Quant aux frontières, elles doivent être celles de 1967 (avant la guerre des Six jours et l'occupation de territoires palestiniens par Israël), toute modification requérant l'accord des deux parties.

"Notre pays reconnaîtra la Palestine. Il n'y a pas de doute sur ce point", a affirmé l'une des auteures du texte, Kattrin Jadin (MR), en invoquant l'attitude de la Belgique ces dernières années dans les institutions internationales.

"Nous ne voulons pas d'une reconnaissance symbolique qui ne serait suivie d'aucun effort concret", a-t-elle répondu à l'opposition qui a reproché à la résolution de favoriser le "statu quo" actuel.

Les socialistes et les écologistes se sont quant à eux accordés sur un texte préconisant la reconnaissance inconditionnelle de la Palestine.

"Conditionner la reconnaissance de la Palestine à des choses qui n'arriveront pas, c'est donner un droit de veto à Israël", a dénoncé Benoît Hellings (Ecolo). Vanessa Matz (cdH) a déploré une "occasion manquée" tandis que Stéphane Crusnière (PS) a vu dans la résolution approuvée "beaucoup de bruit pour peu de chose".

Le débat a été animé. Le député Dirk Van der Maelen (sp.a) a vu dans la résolution le signe d'une majorité qui soutient une politique faite pour "les forts, les riches et les puissants". L'argument a fait bondir le MR. "C'est scandaleux! Vous utilisez le débat pour mener l'opposition et non pour apporter une réponse au grave conflit israélo-palestinien", s'est exclamé Richard Miller.

Au nom du droit à l'auto-détermination, les socialistes et écologistes flamands ont pris à partie la N-VA, héritière de la Volksunie et de la "solidarité historique entre le nationaliste flamand et le peuple palestinien". Peter De Roover a néanmoins rejeté l'offre de constituer une majorité de rechange. "Cette résolution a les yeux ouverts sur la réalité et ce n'est pas un outil de politique intérieure. C'est un sujet trop important", a-t-il expliqué.

Entre les partis de l'opposition francophone et entre parlements, l'unanimité n'a pas prévalu. Socialistes et écologistes ont mis en avant la résolution approuvée par le parlement bruxellois à la mi-décembre, tandis que le cdH a poussé la résolution des parlements wallon et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, approuvée à la mi-janvier et qui évoquait le droit d'Israël de se défendre.

Belga